



## **CSAL du 24 novembre 2023:**

# **Il faudrait ne discuter que des sujets qui ne fâchent pas la direction!**

Ce CSAL s'est déroulé à la cité administrative d'Avignon. La délégation FO DGFIP 84 était représentée par Mireille COMPAGNAT et Christian PERNOT.

L'ordre du jour était le suivant :

### **1. Vote du CSAL :**

- 1. Adoption du règlement intérieur du Comité social d'administration local de la DDFIP de Vaucluse

### **2. Information du CSAL**

- 2.1 Bilan Télétravail 2022
- 2.2 Programmation 2024 des travaux du Comité

### **3. Questions diverses**

En réponse à la liminaire de FO (dont vous pouvez prendre connaissance sur le site de FO DGFIP 84), le Président a indiqué que, selon lui, il y avait beaucoup d'espaces perdus dans les locaux de la cité administrative d'Avignon. Il estime que les agents ne seront pas lésés au point de vue surface occupée une fois les travaux terminés. FO a rappelé que la rénovation de la cité s'accompagnait d'une densification des locaux et que, dans ces conditions, les agents disposeraient de moins de surface disponible pour installer leur matériel professionnel.

### **Adoption du règlement intérieur du comité social d'administration local de la DDFIP (CSAL)**

Les organisations syndicales avaient déjà émis un avis négatif lors de la formation spécialisée du 13 novembre dernier.

Pour FO, le règlement intérieur proposé constitue une régression des droits syndicaux et partant de ce constat, une régression pour défendre les agents. Il était impossible d'amender le règlement intérieur proposé par l'administration centrale.

Dans ces conditions, la délégation a voté contre ce règlement intérieur.

### **Information CSAL : bilan télétravail 2022**

Fin 2022, 50 973 agents bénéficiaient d'une ou plusieurs autorisations de télétravail. En Vaucluse, 537 agents ont obtenu une ou plusieurs autorisations de télétravail soit 80 % des agents de la DDFIP.

La Direction précise qu'il n'y a pas eu de refus de télétravail porté à la connaissance de la Direction en 2022. FO a déclaré que tous les refus de télétravail n'étaient pas formalisés. Les refus sont généralement formulés oralement. La délégation a précisé que les agents avaient de plus en plus le sentiment que le télétravail constituait une variable d'ajustement, octroyé ou imposé selon les besoins de l'administration. De plus, la généralisation du télétravail avec des jours flottants génère une insécurité pour les collègues qui s'interrogent régulièrement afin de savoir quel(s) jour(s) de la semaine ils pourront poser en télétravail. De plus, certains ressentent comme une injustice le fait de ne pas avoir de jours fixes pour télétravailler.

D'un point de vue matériel, FO a demandé si tous les agents qui souhaitent bénéficier d'un fauteuil ergonomique en télétravail en avaient été pourvus. La Direction a répondu par l'affirmative.

### **Questions diverses**

FO a exposé les difficultés informatiques rencontrées par les collègues du SPF orange au plan informatique avec les applications TELEACTES et HYPOSCAN. Chaque mise à jour de TELEACTES dégrade le fonctionnement de l'application et HYPOSCAN est régulièrement en panne.

La délégation a également évoqué le manque d'ergonomie de l'application FDD, qui suscite l'agacement des collègues qui l'utilisent. Ils ont également le sentiment d'être « fliqués » par cette application.

FO a ensuite détaillé les difficultés rencontrées par les collègues des SIP SUD VAUCLUSE, NORD VAUCLUSE dont l'antenne de CARPENTRAS, ce qui a suscité la colère du Président qui estime que ces problèmes n'ont pas à être évoqués lors de questions diverses du CSAL.

Pour la délégation, ces problématiques relatives aux difficultés quotidiennes de nos collègues ont pleinement leur place en questions diverses dans un CSAL. C'est pourquoi nous avons tenu à les énumérer et nous continuerons de porter les revendications des agents de la DDFIP devant la Direction !

Les inquiétudes des agents du SIP NORD VAUCLUSE siège Orange sont notamment liées au manque d'effectifs dans ce service. En matière d'encadrement, FO revendique 1 A+ et un A pour l'accueil de Carpentras. En effet, à Carpentras, il arrive que le service soit sans encadrant.

En ce qui concerne les contrôleurs, en mars 2024, un B part à la retraite et il ne sera pas remplacé avant le mois de septembre 2024 ! A Orange, il manque deux contrôleurs au pôle de gestion des usagers. Cette situation est d'autant plus compliquée pour les collègues qu'il n'y a plus d'équipier de renfort côté assiette.

Du fait de ce manque d'effectifs, les agents sont contraints de faire preuve d'une grande polyvalence, source de fatigue et de stress. A titre d'exemple, les agents du pôle gestion vont renforcer l'accueil. Pendant ce temps, le travail les dossiers vont s'entasser sur les bureaux du pôle gestion. Si l'accueil vient renforcer la gestion, c'est l'inverse qui va se produire.

Autre exemple de ce manque chronique d'effectifs : avant la fusion, le travail de relance des défaillants sur les deux services était réparti entre 12 agents. Ils ne sont plus que cinq à s'en occuper.

A Carpentras, un contrôleur est parti à la retraite depuis fin septembre. Il ne sera pas remplacé avant septembre prochain dans le meilleur des cas.

Les difficultés évoquées à Orange et Carpentras sont également constatées au SIP SUD VAUCLUSE.

Du fait du manque de personnel, les secteurs se renforcent mutuellement. Pour reprendre une expression d'un agent du SIP : « nous sommes peu nombreux. Nous en avons marre de nous remplacer du fait de la pénurie d'effectifs ! » Il n'y a plus d'agent pour s'occuper du courrier et ce sont les collègues qui s'en chargent.

**Comptabilité** : la gestion des scellés déposés par la police nationale toutes les semaines est chronophage. Il faut également apurer les comptes d'imputation provisoires, c'est un travail de fourmi. Ce travail s'ajoute aux missions quotidiennes qui doivent bien évidemment continuer d'être assurées (tenue de la comptabilité, caisse).

**Recouvrement**: il y avait deux arrêts de travail le 14 novembre dernier. La gestion de la BALF recouvrement peut mobiliser un agent pendant une journée entière.

Par ailleurs, la mission accueil n'est pas reconnue ni valorisée. Or, les collègues sont de plus en plus souvent confrontés à la colère des usagers. Ils manquent de bras pour garantir un service public de qualité aux contribuables. FO demande la création de postes de fonctionnaires statutaires pour les aider.

En résumé, les agents des SIP sont fatigués, désabusés et démotivés.